Services d'échange, intermédiaires et question du mandataire

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'exonération couvre la fourniture du jeton lui-même. Elle ne couvre pas les services de la plateforme d'échange, du courtier ou du dépositaire qui rend l'opération possible. Ces services restent imposables. Le Guide distingue l'intermédiaire agissant pour son propre compte de celui agissant en qualité de mandataire. Une plateforme immatriculée qui vend des jetons prélevés sur son propre stock effectue une fourniture exonérée du jeton et déclare la valeur totale comme opération exonérée. Une plateforme immatriculée qui met en relation acheteurs et vendeurs en qualité de mandataire ne déclare que sa commission ou sa marge, qui constitue une prestation de services imposable au taux normal, sauf application du taux zéro parce que le client relève de l'étranger.[1] Les indices du mandat sont les indices habituels : qui assume la responsabilité contractuelle envers le client, qui est juridiquement tenu de payer, qui fixe le prix et qui détient la propriété des jetons entre les deux volets de l'opération.

Cette distinction a un effet considérable sur le profil GST d'une plateforme d'échange singapourienne. Une plateforme fonctionnant pour compte propre réalise un volume élevé d'opérations exonérées et voit sa capacité à récupérer la taxe en amont sur ses coûts réduite d'autant. Une plateforme fonctionnant en qualité de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

mandataire effectue des prestations de services imposables, récupère intégralement la taxe en amont et facture la GST sur ses commissions aux clients singapouriens. La plupart des prestataires de services DPT titulaires d'une licence à Singapour appliquent un modèle hybride, les desks de gré à gré agissant pour compte propre et le négoce sur carnet d'ordres en qualité de mandataire. La déclaration de GST doit séparer les deux, ce qui suppose que les systèmes internes qui la produisent puissent rattacher chaque transaction au bon modèle.

Note pratique

Si vous exploitez une plateforme d'échange ou une activité de courtage à Singapour, rattachez chaque ligne de revenus à sa catégorie GST avant la première déclaration. L'écart de prix sur les opérations pour compte propre constitue une contrepartie exonérée. Les frais de négociation, de cotation, de conservation, de retrait et d'abonnement à l'API sont des prestations de services imposables. Les commissions de staking en tant que service sont des prestations de services imposables. Les rendements assimilables à des intérêts tirés du prêt de jetons à des contreparties sont exonérés. La règle de minimis pour la récupération de la taxe en amont (opérations exonérées ne dépassant pas 40 000 S$ par mois et 5 % du total des opérations) sera rarement accessible à un desk fonctionnant pour compte propre ; prévoyez donc dès le départ un régime d'exonération partielle.

Notes

1. IRAS, e-Tax Guide *GST: Digital Payment Tokens*, troisième édition, 30 janvier 2026, section relative aux intermédiaires (opération pour compte propre ou en qualité de mandataire ; déclaration de la commission ou de la marge ; indices du mandat). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com